

Energie
Groupe EDF

BILLET DE L'ADMINISTRATRICE SALARIÉE D'EDF SA n°11

PARRAINÉE PAR FO ÉNERGIE

SOMMAIRE

- Quand l'électricité ne trouve plus suffisamment preneur
- Faire de l'électricité un projet industriel
- Adapter le système sans faire porter seul le coût à EDF
- Produire davantage, mais surtout donner de la visibilité
- Des réseaux pour accompagner les nouveaux usages
- Et nous, les salariés, dans tout cela?
- Quel cap pour EDF?

**Sandrine LHENRY**Administratrice
salariée d'EDF SA
Parrainée par FO

Électricité abondante, industrie en attente : quel cap pour EDF?

En cette rentrée, une question paraît devoir guider nos réflexions sur EDF et plus largement sur notre politique énergétique : que faisons-nous de l'électricité que nous sommes capables de produire?

Le paradoxe est aujourd'hui très concret. Nous avons réussi à remettre la production électrique au rendez-vous. En 2025, la France a produit 547,5 TWh d'électricité, dont 521,1 TWh bas-carbone, soit plus de 95 % du total! Cette dynamique s'est également traduite par des niveaux d'exportation d'électricité historiques : un record annuel de 92,3 TWh nets exportés par la France en 2025, puis un nouveau record avec 51 TWh au premier semestre 2026. La remontée de la production nucléaire, les performances retrouvées du parc et les niveaux d'exportation atteints récemment sont le résultat du travail réalisé par les salariés d'EDF et de toute la filière.

Mais dans le même temps, la consommation d'électricité reste insuffisamment dynamique et l'électrification de l'industrie avance encore trop lentement.

Nous avons les électrons : l'enjeu est désormais de mieux les transformer en activité industrielle, en emplois et en décarbonation.

Quand l'électricité ne trouve plus suffisamment preneur

La multiplication des épisodes de prix négatifs et les niveaux d'exportation atteints ces derniers mois témoignent de l'évolution profonde de notre système électrique.

Lorsque la production est abondante, notamment lors des périodes de forte production renouvelable, alors que la demande est faible, les prix de gros peuvent devenir négatifs. EDF peut alors être amenée à réduire la puissance de certains réacteurs pourtant disponibles.

La modulation du parc nucléaire, historiquement utilisée pour adapter la production aux besoins du système, a fortement augmenté : 15 à 20 TWh par an auparavant, environ 30 TWh en 2024 et 33 TWh en 2025.

Cette modulation répond à des besoins réels : équilibre entre l'offre et la demande, contraintes du réseau, marges de sécurité ou gestion du combustible. Mais elle révèle aussi les nouvelles réalités de notre système électrique.

Il serait trop simple de dire qu'EDF produit trop. Le problème est aussi que notre économie ne consomme pas encore suffisamment d'électricité là où elle pourrait se substituer aux énergies fossiles.

C'est pourquoi l'électrification ne peut se construire au rythme des «stop and go» politiques. Elle doit devenir un véritable projet industriel de long terme, porté dans la durée, avec une trajectoire stable et une visibilité suffisante pour permettre aux acteurs d'investir et de transformer durablement notre industrie.

Et c'est ici que l'industrie doit prendre toute sa place.

Faire de l'électricité un projet industriel

EDF a commencé à construire cette rencontre entre production et demande.

Les contrats d'allocation de production nucléaire, les CAPN, permettent d'établir avec des industriels électro-intensifs des relations de long terme autour d'une partie de la production nucléaire. Plusieurs grands industriels ont déjà choisi cette voie.

C'est une évolution importante. Elle apporte davantage de visibilité aux entreprises qui doivent investir et permet de rapprocher la production électrique des besoins industriels.



Mais les CAPN ne peuvent pas tout régler.

L'électrification de l'industrie suppose également des investissements, des raccordements, des infrastructures adaptées, des délais compatibles avec les projets et surtout une politique énergétique stable.

Elle suppose aussi de regarder les réalités industrielles en face. Certains procédés sont aujourd'hui facilement électrifiables, d'autres le sont beaucoup moins. Il faut donc avancer là où cela est techniquement et économiquement pertinent, sans opposer systématiquement les technologies.

Cela passe aussi par les réseaux. Les raccordements deviennent stratégiques. Sortir progressivement du gaz aura un coût : **la CRE estime que le démantèlement des réseaux gaziers pourrait représenter entre 1,7 et 15,7 milliards d'euros d'ici 2050, auxquels pourraient s'ajouter environ 10 milliards d'euros pour l'adaptation des réseaux au biométhane.**

La question n'est pas simplement de consommer davantage d'électricité.

La question est de créer en France les activités qui auront besoin de cette électricité, car elle aura remplacé dans leurs process les hydrocarbures.

C'est pourquoi l'électrification doit être pensée comme un projet industriel et non comme une simple injonction énergétique.

Adapter le système sans faire porter seul le coût à EDF

Dans ce contexte, la question de la modulation nucléaire devient particulièrement importante.

Lorsque nous réduisons la production d'un outil disponible, EDF renonce à une partie des recettes que cette production aurait pu générer. Les épisodes de prix négatifs accentuent cette difficulté.

Pour y pallier, un premier pas a été franchi en 2026 avec l'accord entre RTE et EDF permettant, dans certaines situations, de maintenir des centrales en fonctionnement, malgré des prix de marché négatifs, lorsqu'elles sont nécessaires à la stabilité du réseau, avec une compensation correspondant au coût de cette contrainte.

C'est une évolution importante : **un service rendu au système doit être identifié et rémunéré comme tel.**

Il faut maintenant aller plus loin et mieux valoriser la flexibilité et la modulation du nucléaire.

Nos centrales ne peuvent pas être considérées comme de simples variables d'ajustement gratuites.

Plus largement, les prix de marché doivent être regardés avec le coût complet du système. **La CRE estime que le développement des renouvelables depuis 2020 a contribué à diminuer le prix moyen de marché d'environ 20 €/MWh en 2025, tout en évaluant à 2,7 milliards d'euros par an l'augmentation des coûts complets du système dans sa simulation, dont environ 400 millions d'euros par an de coûts supplémentaires de réseau liés aux nouvelles capacités renouvelables.**

Ces chiffres ne doivent néanmoins pas conduire à opposer nucléaire et renouvelables.

Notre système aura en effet besoin de plusieurs technologies au sein d'un mix énergétique flexible et évolutif : nucléaire, hydraulique, éolien, solaire, stockage, flexibilité et réseaux renforcés.

La vraie question est celle de leur complémentarité et de leur coût pour la collectivité.

Produire davantage, mais surtout donner de la visibilité

C'est également tout l'enjeu des investissements dans le nucléaire.



La réussite de la VD4 de Paluel 1, premier réacteur français de 1300 MW à franchir le cap des 40 années d'exploitation après sa quatrième visite décennale, démontre les capacités de notre filière. Après huit mois d'arrêt, les essais ont confirmé la qualité des travaux et les modifications réalisées renforcent encore la sûreté.

Derrière cette opération, il y a des années de préparation, des centaines de salariés et de partenaires, des compétences accumulées et transmises.

Les EPR2 devront prolonger cette dynamique.

Les six premiers réacteurs EPR2 sont prévus à Penly, Gravelines et Bugey, tandis que huit autres restent envisagés sur quatre des six sites actuellement candidats : Nogent-sur-Seine, Chinon, le Blayais, Golfech, Tricastin et Creys-Malville.

Mais les EPR2 ne doivent pas être considérés uniquement comme un programme de production électrique. Une vision énergétique et industrielle cohérente et de long terme est indispensable.

Les EPR2 doivent donc être pensés comme un programme industriel national, avec toute la chaîne de compétences qu'ils impliquent : ingénierie, génie civil, chaudronnerie, maintenance, fournisseurs, formation et transmission des savoir-faire.

Même logique pour l'hydraulique. Moderniser et investir dans le parc doit rester une priorité. Un barrage ne fonctionne pas tout seul : derrière les ouvrages, il y a des salariés qui les exploitent, les surveillent et assurent leur sécurité.

Des réseaux pour accompagner les nouveaux usages

Si nous voulons davantage d'électrification industrielle, nous devons également être capables de raccorder les projets dans des délais compatibles avec les décisions d'investissement.

Les réseaux de transport et de distribution deviennent donc un enjeu industriel à part entière.

L'Europe aura besoin d'investissements considérables dans ses infrastructures électriques. Les estimations évoquent près de 1200 milliards d'euros d'investissements nécessaires d'ici 2050.



Les interconnexions peuvent apporter beaucoup, notamment en matière de sécurité d'approvisionnement et d'échanges entre pays. Mais elles doivent s'inscrire dans une stratégie cohérente avec les besoins des territoires et des industries.

Là encore, il faut raisonner en système : production, consommation, réseaux, stockage, flexibilité et interconnexions ne peuvent pas être pensés séparément.

Et nous, les salariés, dans tout cela ?

C'est peut-être finalement le sujet qui me tient le plus à cœur.

Nous parlons beaucoup de milliards d'euros, de TWh, de prix de marché et de nouvelles infrastructures. Mais aucune de ces transformations ne sera possible sans les femmes et les hommes qui les rendent concrètes.

EDF devra recruter, former et transmettre massivement dans les prochaines années. Elle devra conserver des compétences rares tout en préparant les métiers de demain.

La Cour des comptes a récemment examiné la gestion des ressources humaines d'EDF et formulé plusieurs recommandations. Elles doivent pouvoir être discutées sereinement et de façon non dogmatique. L'attractivité, l'engagement dans la durée, la performance et l'expertise ne sont pas de vains mots quand on parle de ressources humaines, avec tous les enjeux stratégiques et de souveraineté qu'elles impliquent. Car il faut également mesurer ce que représente une compétence perdue, une transmission qui n'a pas lieu ou un salarié expérimenté que l'on ne parvient pas à remplacer.

EDF consacre environ 7 % de sa masse salariale à la formation. Ce n'est pas une dépense accessoire : c'est une condition de notre capacité à tenir nos engagements industriels.

Dans ce contexte, **le débat sur le tarif agent ne peut pas être réduit à une simple ligne comptable.**

Il fait partie du contrat social des IEG, comme élément de rémunération à part entière, et participe à l'attractivité de métiers soumis aux astreintes, aux horaires atypiques, aux responsabilités et aux exigences de sûreté.

Au moment où EDF et toute la filière doivent recruter massivement, il faut être cohérent avec cet objectif et ne pas se tirer une balle dans le pied.

Le principe du tarif agent doit être conservé.

Nous ne demandons pas un privilège. Nous demandons que soient reconnus le travail, les contraintes et les responsabilités de celles et ceux qui rendent possible la performance de notre outil industriel.

Quel cap pour EDF?

Voilà finalement le fil rouge de cette rentrée.

La France dispose aujourd'hui d'un atout exceptionnel : une production électrique largement décarbonée, un parc nucléaire qui démontre sa capacité à fonctionner dans la durée, un potentiel hydraulique important, des réseaux, des ingénieries et surtout des compétences humaines.

EDF commence également à construire, avec les CAPN notamment, les conditions d'une relation de long terme entre son parc nucléaire et les grands consommateurs industriels.

Il faut maintenant aller plus loin.

Notre enjeu n'est pas simplement de produire davantage d'électricité. Il est de créer les conditions permettant de la valoriser durablement dans l'économie française.

Cela signifie accélérer l'électrification lorsque celle-ci est pertinente, sécuriser les raccordements, développer les réseaux, le stockage et la flexibilité, mieux rémunérer les services rendus par nos moyens de production et donner aux industriels la visibilité nécessaire pour investir.

Cela signifie aussi maintenir notre capacité à produire dans la durée, avec le nucléaire, l'hydraulique et les autres moyens de production complémentaires.

Et cela signifie enfin donner aux salariés les moyens de porter cette transformation.

Alors, quand l'électricité ne trouve plus suffisamment preneur, que fait-on?

On ne doit certainement pas opposer production et consommation, nucléaire et renouvelables, industrie et énergie.

Nous devons faire le choix de la cohérence : produire une électricité décarbonée et compétitive, créer les usages industriels capables de la valoriser et donner à ceux qui la produisent les moyens de préparer l'avenir.

C'est à cette condition que notre abondance électrique pourra devenir un véritable levier de réindustrialisation.

Et c'est, pour moi, le cap que nous devons donner à EDF : faire de notre électricité non seulement une réussite énergétique, mais un atout industriel pour la France, en veillant à ce que celles et ceux qui la rendent possible au quotidien, par leur engagement et leurs compétences, soient pleinement reconnus et associés à cette réussite.

